

nale du Canada que notre pays se retrouve aujourd'hui aux portes d'un nouveau carrefour.

## Désarmement ou désastre?

(Suite de la page 7)

— *Les discours.* Malgré leur nombre, leur longueur et leur caractère répétitif, les discours ont généralement été d'un haut niveau intellectuel, ont été prononcés par des responsables de haut rang et ont quelquefois été éloquentes voire même pleins d'esprit. De ces allocutions se dégageait une idée maîtresse: la course aux armements doit cesser.

— *Les attitudes* des représentants. En général aimables, ils ont généralement évité toute acrimonie, malgré l'existence d'animosités et de conflits régionaux aigus. La plupart, tout comme les membres du Secrétariat, ont semblé montrer beaucoup d'assiduité. Le rôle joué par certains — notamment les ambassadeurs de Rosas et Garcia Robles dans les questions de procédure a souvent été brillant.

— *Le caractère universel* de la session. Certaines populations comme celle de l'Afrique du Sud, n'étaient pas représentées, mais, dès les premières réunions du comité préparatoire, la session extraordinaire n'en a pas moins réellement été la conférence sur le désarmement la plus représentative qui ait jamais eu lieu.

— *L'adoption du document final.* Les accords intervenus sur une déclaration de principe, un programme d'action et un nouveau mécanisme, ainsi qu'un processus de participation continue pour les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les Nations Unies, constituent une réalisation marquante et devraient servir de base à l'action à tous les niveaux au cours des mois et des années à venir.

— *L'acceptation des organisations non gouvernementales et la nécessité de la recherche et de l'éducation en matière de désarmement.* L'acceptation, par les Nations Unies, d'un rôle important de la part des organisations non gouvernementales au cours des réunions du comité préparatoire, de la session extraordinaire et des mois à venir s'est reflétée dans les propo-

sitions du document final relatives à la mobilisation de l'opinion publique mondiale par la recherche, la formation et l'éducation en matière de désarmement. Les *aspects décourageants* pourraient, quant à eux, se résumer ainsi:

— *Aucun progrès déterminant* n'a été réalisé en ce qui concerne le désarmement nucléaire ou classique. Il n'y a d'autre part aucun signe de progrès important à l'horizon: la course aux armements continue et augmente en importance et en rythme.

— *L'insuffisance des instruments* à la disposition de la session extraordinaire pour déboucher sur quelque forme de percée que ce soit. La nécessité «d'attendre des instructions de son gouvernement», de suivre les règles générales de l'Assemblée générale, de concilier les opinions de très nombreux pays et l'absence d'un mécanisme efficace de gestion, de planification et de direction ont entravé tout progrès important.

— *La rigidité* dans l'attitude exprimée par beaucoup de représentants, en particulier ceux des États-Unis, de l'Union soviétique et de la Chine, quant aux causes de la course aux armements. La grande difficulté pour les représentants d'admettre l'erreur ou la culpabilité de leur pays. Et l'incapacité ou la répugnance de la plupart des délégations à céder quoi que ce soit de très important au cours des séances de négociation. Les États-Unis et l'Union soviétique possèdent le plus d'armements; néanmoins, ce sont eux qui ont cédé et offert le moins et continuent, en conséquence, à porter la plus grande part de responsabilité pour la poursuite de la course aux armements. Mais nous tous qui mettons l'accent sur la «modernisation» y contribuons malgré nous.

— *L'insuffisance des comptes rendus des organes d'information* et le peu d'insistance manifesté par le grand public pour obtenir davantage de détails sur les six semaines de débat. L'absence quasi totale de femmes à la tribune (une sur 120 orateurs) a été un autre fait notable.

— *Le climat social dans le monde* n'était pas favorable au succès de la session extraordinaire au début de l'été de 1978. L'énorme renfor-

cement du potentiel militaire des membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie (ou vice versa), l'absence des chefs des deux superpuissances et les conflits persistants au Moyen-Orient, en Amérique latine, en Asie et en Afrique ont contribué à rendre extrêmement difficile la tâche de la session extraordinaire.

## Les suites de la session extraordinaire

Le document final propose à l'intention des gouvernements, des organisations non gouvernementales et des Nations Unies un certain nombre d'initiatives destinées à donner suite aux travaux de la session extraordinaire, dont

- des études sur le désarmement et le développement;
- des études sur le désarmement et la sécurité internationale;
- l'éducation en matière de désarmement, des études sur la paix et plus particulièrement les moyens d'assurer la diffusion du document final.
- la semaine du désarmement du 24 au 30 octobre;
- les initiatives de l'UNESCO, couronnées en 1980 par un Congrès mondial sur l'éducation en matière de désarmement.

L'ONU a entrepris et poursuit des études sur le rapport existant entre le désarmement et le développement, d'une part, et le désarmement et la sécurité internationale, d'autre part. L'ambassadeur Thorsson, président du groupe de travail de la proposition des pays nordiques, a encouragé des études parallèles au niveau national. Des universités canadiennes ou des organismes qu'intéresse le développement international pourraient entreprendre de telles études avec l'appui du ministère des Affaires extérieures.

Pareillement, la Commission canadienne pour l'UNESCO constituerait un mécanisme naturel pour amener les éducateurs des jeunes et des adultes au Canada à contribuer à l'application des paragraphes 101 et 105 du document final.

Des efforts plus précis sur le plan de l'éducation, comme la grande diffusion à donner au document final lui-même, pourraient être déployés par l'Association canadienne pour les Nations Unies et par d'autres organisations non gouverne-